

CRISE DU LOGEMENT

Dernière mise à jour : 10-02-2012

FONDATION ABBE PIERRE

Plus de 8 millions de Français touchés par la crise du logement !

Le mal logement s'est "profondément enraciné" en France, dénonce la Fondation Abbé Pierre dans son 17e rapport annuel, publié aujourd'hui, et demande aux candidats à la présidentielle un "véritable changement d'orientation des politiques".

"Le logement est devenu une vraie machine à exclure et à produire des inégalités", résume Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation.

Voir le rapport annuel.

Dans son rapport annuel sur le mal-logement, la fondation pointe des difficultés pour plus de 700.000 personnes dépourvues de logement personnel (dont 133.000 sans domicile fixe selon l'Insee): "3,6 millions de personnes (sont) non ou très mal logées, et plus de 5 millions de personnes supplémentaires (sont) en situation de réelle fragilité de logement à court ou moyen terme." La crise a joué un rôle d'accélérateur, avec "la fragilisation des ressources des ménages" doublée de "l'augmentation considérable du coût du logement"

Trouver un logement, en changer ou le garder devient "source de préoccupation majeure" pour les plus démunis, mais également pour les revenus modestes (salariés pauvres, familles monoparentales, etc). Pour Christophe Robert, "les frontières de l'inacceptable sont dépassées", certains trouvant refuge dans des cabanes, des bidonvilles, des caves, des campings, les autres acceptant des logements plus petits, plus loin, plus détériorés.

Selon une étude menée à partir d'une enquête Insee (2006), le logement accentue ainsi la précarité pour plus de 4,2 millions de ménages qui vivraient avec moins de 500 euros mensuels, une fois le logement payé. Les ménages s'adaptent au prix de "renoncements importants" et en recourant à des mécanismes de solidarité qui "ne tiendront qu'un temps", souligne Christophe Robert.

La Fondation jette un regard critique sur les politiques du logement depuis 20 ans: "La ligne générale des politiques a été de soutenir de façon inconsidérée les marchés immobiliers", explique Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation, selon qui "il manque entre 700.000 et 800.000 logements en France". Le "contrat social" en quatre axes proposé aux candidats imposerait de produire environ 500.000 logements par an, dont au moins 150.000 logements sociaux. Autre impératif: "Réguler les prix et maîtriser le coût du logement", en revalorisant les aides, en empêchant les hausses à la relocation et en offrant des recours au locataire si son loyer est plus élevé que ceux du marché.

La Fondation demande en outre une "politique de prévention des expulsions" et souhaite que soient imposés aux communes 25% de logements sociaux (20% actuellement).

Début janvier, un coup d'éclat d'Eric Cantona, qui s'est lancé dans la course aux 500 signatures pour la présidentielle, avait pour but de placer le sujet au cœur du débat électoral. Le pari semble bien engagé, puisque quatre candidats ont annoncé leur présence : François Bayrou, François Hollande, Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon: "Construire 200 000 logements par an". Il a de même appelé à la construction de 200.000 logements par an, soit un million sur un quinquennat "pour qu'il n'y ait pas la rareté qui fasse monter les prix", citant la Fondation Abbé-Pierre. Enfin, il veut "empêcher les expulsions des personnes en difficulté" et "enfin faire cesser le scandale des logements vides par la réquisition". "Le capitalisme a organisé la rareté", a-t-il dit, dénonçant "les banques, le capitalisme, la cupidité".